

S'ADAPTER À UNE ECONOMIE SANS CROISSANCE

Table des matières

INTRODUCTION.....	2
Les politiques ne peuvent pas annoncer la croissance zéro. Mais ils peuvent et ils doivent arrêter de promettre la croissance.....	2
Il faut d'autres indicateurs pour mesurer l'activité économique, mais ceux qu'on nous propose ne sont pas encore convaincants.....	3
Une économie désintoxiquée de la croissance peut être moins destructrice de l'environnement mais elle ne le sera pas spontanément.....	3
POUVOIR D'ACHAT- CONSOMMATION- BUDGET DES MENAGES	3
Les consommateurs s'adaptent depuis longtemps. Les entreprises commencent à s'adapter... ..	3
Pour satisfaire les besoins et les envies de consommateurs dont les moyens n'augmentent plus, l'innovation frugale est une solution prometteuse.	4
Le coût du logement devient encore plus problématique quand la croissance disparaît et que les revenus ne progressent pas.....	4
Quand le pouvoir d'achat n'augmente plus il faut limiter les prélèvements, petits ou grands, y compris les prélèvements privés.....	4
La France n'a plus les moyens de se doter de normes cinq étoiles.	5
EVOLUTION DE LA SOCIETE.....	5
En s'adaptant, la société devrait créer plus de lien, ceci devrait l'aider à surmonter la difficulté..	5
L'économie collaborative n'est pas une nouvelle économie mais une nouvelle attitude.	5
L'économie collaborative est une promesse. Les monopoles de l'économie collaborative sont une menace.....	6
Moins de PIB ou d'activité économique recensée ne signifie pas forcément moins de bien-être, personnel ou social. On peut vivre mieux avec moins.....	6
L'arrêt de la croissance rend les inégalités plus inacceptables.....	7
Il faut responsabiliser les citoyens.	7
LE TRAVAIL EN CROISSANCE RALENTIE	8
Une économie stationnaire devrait théoriquement détruire moins d'emplois.	8
Mais c'est peut-être une mutation totale de nos rapports au travail qu'il faut affronter.....	8
On constate déjà de nouveaux rapports au travail. Est-ce la fin du salariat ?.....	8
L'ETAT DOIT DEVENIR FRUGAL.....	9
La diminution des dépenses publiques, des déficits et des dettes devient encore plus indispensable et encore plus difficile quand la croissance s'évanouit.....	9
Dans une économie frugale, l'investissement doit devenir frugal aussi	9
L'Etat doit réguler sans entraver les nouvelles formes d'activité.....	10
Sans l'illusion qu'entretenaient croissance et inflation les diminutions de revenus et de pouvoir d'achat deviennent impossibles à masquer. Donc difficiles à faire passer politiquement.	10
PROTECTION SOCIALE - SOLIDARITE.....	11
Il faut maintenir un niveau de protection qui garantisse notre cohésion sociale.....	11
La société peut continuer à être solidaire et même le devenir plus tout en dépensant moins.	11
Les retraites seront plus difficiles à payer mais les ajustements ne sont pas impossibles.....	11
CONCLUSION	12



Club des Vigilants

Apprivoisons l'avenir

INTRODUCTION

Il faut traiter le ralentissement de la croissance un peu comme le changement climatique. Ce n'est pas un objectif. Il faut juste reconnaître qu'une tendance de moyen terme semble durablement installée. Alors il faut en mesurer les conséquences - pas toutes négatives - et réfléchir aux adaptations qui s'imposeront. Le meilleur moyen de ne pas la subir c'est d'oser la regarder en face.

Les conclusions et recommandations qui suivent résument les échanges menés pendant un an par un groupe de réflexion du Club des Vigilants.

Elles concernent d'abord la France mais pourraient s'appliquer à bon nombre de pays développés. Elles ne portent pas sur les fluctuations de ce qu'il reste de croissance ni sur la manière de la soutenir mais sur une tendance de moyen terme qui semble claire. Elles ne constituent pas une prévision sur la croissance. Le groupe n'exclut d'ailleurs pas que des facteurs aujourd'hui sous-estimés relancent la croissance dans quelques années : abaissement des coûts par utilisation des big data, libération de productivité par un meilleur engagement des salariés, inclusion des femmes dans la production partout dans le monde ...

Les points énoncés et brièvement développés renvoient, pour certains, à des notes plus développées. Ce texte ne cherche pas à clore la discussion mais, au contraire, à l'ouvrir.

Les politiques ne peuvent pas annoncer la croissance zéro. Mais ils peuvent et ils doivent arrêter de promettre la croissance.

On ne peut pas demander aux hommes politiques - notamment ceux qui sont au pouvoir - de parler ouvertement de l'arrêt de la croissance. S'ils le faisaient ils freineraient encore plus l'activité économique car leur discours a une influence « auto réalisatrice » sur les agents économiques et notamment sur l'investissement des entreprises et des particuliers.

En revanche ils rendraient service à tout le monde en « désintoxiquant » progressivement le discours politico-économique de cette « religion du monde moderne » qu'est devenue la croissance. Promettre le retour de la croissance est une incantation qui devient désespérante pour la société quand elle est devenue sans effet. Les think tanks, journalistes et autres relais d'opinion peuvent évidemment contribuer à cette « désintoxication ».

Il faut d'autres indicateurs pour mesurer l'activité économique, mais ceux qu'on nous propose ne sont pas encore convaincants.

Le PIB et la croissance ont pour eux d'être des indicateurs simples, avec toutes leurs absurdités (la réparation d'une voiture accidentée fait augmenter le PIB). Les bouquets d'indicateurs de bien être ou de soutenabilité comme ceux que proposent les experts de la commission Stiglitz ou de France Stratégie ouvrent des pistes intéressantes. Ils ont cependant du mal à dépasser le stade de l'étude. Seul l'usage et la parole politique peuvent arriver à en installer d'autres (le chômage en ce moment). On a vu ainsi s'imposer au fil des dernières décennies des indicateurs « parlants » comme la mesure des prélèvements publics ou des déficits.

Il serait également utile de raisonner plus souvent « par tête » et pas seulement à l'échelle du pays.

Une économie désintoxiquée de la croissance peut être moins destructrice de l'environnement mais elle ne le sera pas spontanément.

Notre planète ne peut pas supporter que tout le monde produise et consomme comme les habitants des pays riches aujourd'hui. En tout cas, pas dans l'état actuel des technologies, notamment celles qui nous permettent de produire notre énergie. C'est une des meilleurs raisons pour accepter et positiver le ralentissement de la croissance dans les vieux pays développés, au moins pendant une certaine période. Mais cet arrêt a des effets sur le pouvoir d'achat qui peuvent devenir pervers. Exemple : par manque de moyens on garde la vieille voiture polluante ou le logement mal isolé. Pour que le ralentissement de la croissance ait des effets positifs sur l'environnement il faut donc que les pouvoirs publics conçoivent des incitations intelligentes. Ils ne peuvent pas se limiter à édicter des normes toujours plus sévères et plus coûteuses.

POUVOIR D'ACHAT- CONSOMMATION- BUDGET DES MENAGES

Les consommateurs s'adaptent depuis longtemps. Les entreprises commencent à s'adapter...

Les Français cherchent depuis longtemps à consommer moins cher, 20 à 40% des ventes sont désormais faites en promotion et les programmes de fidélité se développent... Mais, fait plus nouveau, de plus en plus de consommateurs changent de paradigme de consommation : ils achètent d'occasion, ils louent au lieu de posséder, ils produisent eux mêmes, fréquentent des ateliers de réparation et pratiquent au quotidien l'économie collaborative en achetant à des particuliers, échangeant des produits ou services ... Certaines entreprises françaises ont développé depuis longtemps ces pratiques (comme Décathlon et son TrocAthlon, désormais digitalisé). D'autres initiatives sont plus récentes : Ikea, Monsieur Bricolage, Go Sport facilitent l'achat ou la location entre particuliers. Darty crée une plate forme d'entraide entre ses clients, G7 le partage de taxis... Toutes ces enseignes ont enregistré des gains en image mais aussi en fréquentation et ventes.

Pour satisfaire les besoins et les envies de consommateurs dont les moyens n'augmentent plus, l'innovation frugale est une solution prometteuse.

Les consommateurs ne veulent pas consommer moins mais mieux ... avec des produits de qualité, plus durables, plus essentiels et parfois plus simples, après les excès de produits trop complexes ou à l'obsolescence programmée. L'innovation frugale ou «jugaad» permet de créer des produits conçus dans cet esprit de «moins cher et mieux» : moins chers à l'achat et à l'utilisation ... et plus proches de nos besoins fondamentaux. L'exemple le plus célèbre en France est celui des voitures Dacia ou Logan, que Renault n'avait même pas envisagé de commercialiser en Europe au départ. De nombreux produits créés et consommés dans les pays émergents pourraient être proposés en France : tablettes informatiques, téléphones, capteurs solaires, matériels médicaux ... Ils sont simples, faciles à entretenir et à réparer et peu coûteux. Le développement, en Afrique, de moyens de paiement très simples par téléphone mobile, sans compte en banque, a donné ainsi naissance en France au compte Nickel, qui permet à tout le monde et notamment aux plus modestes d'ouvrir dans un bureau de tabac un compte permettant toutes les opérations bancaires basiques.

Il ne faut pas que l'économie sans croissance freine l'innovation, mais elle peut la réorienter.

Le coût du logement devient encore plus problématique quand la croissance disparaît et que les revenus ne progressent pas.

Le coût du logement représentait 12,2% des dépenses moyennes d'un ménage français en 1960. En 2010 on en était déjà à 25,4%. Au-delà des chiffres, le logement est, avec l'emploi, une préoccupation majeure et une cause d'insécurité pour beaucoup de familles. Prix de l'immobilier et loyers ne s'ajustent pas facilement à la baisse quand les revenus stagnent, voire baissent. Aussi critiquable soit-elle, la loi Duflot, dite loi ALUR, avec son blocage des loyers en zones tendues est un symptôme d'un vrai problème. Les risques du blocage des loyers et de l'hyper-protection des locataires sont bien connus. Les loyers des uns sont les revenus des autres. Le blocage des loyers n'incite pas les particuliers à investir. Trop protéger les locataires - même quand ils ne payent pas - conduit à ce que tous ceux qui ne sont pas fonctionnaires ou salariés à temps plein ont du mal à louer.

Il n'en reste pas moins que la stabilisation, voir la baisse, du prix des logements et des loyers (les deux sont liés) est une nécessité quand la croissance de l'économie et des revenus disparaît. Louer son logement sur Airbnb quand on n'y est pas est une solution déjà mise en œuvre par certains Français, notamment les jeunes. Elle a des limites évidentes.

Quand le pouvoir d'achat n'augmente plus il faut limiter les prélèvements, petits ou grands, y compris les prélèvements privés.

Si la richesse produite n'augmente plus il est encore plus urgent que l'Etat (au sens large) diminue ses prélèvements sur cette richesse. Y compris les prélèvements qui ne lui profitent pas directement (exemple : le coût de tous les diagnostics obligatoires pour vendre ou louer un logement). Il faut également surveiller et maîtriser les prélèvements privés, y compris ceux de la « nouvelle économie », dont les prélèvements sur les

transactions, les moyens de paiement et le travail (Paypal, Airbnb, Uber, Blablacar par exemple) sont d'autant plus considérables que ces entreprises sont souvent en position dominante. Non l'économie numérique n'est pas un monde de gratuité.

La France n'a plus les moyens de se doter de normes cinq étoiles.

La machine à normaliser française continue à fonctionner comme si la croissance était toujours là et comme si le pays pouvait continuer à se payer les meilleures normes possibles. Résultat, souvent on ne fait rien ou on le fait à retardement. Qu'il s'agisse de la mise aux normes pour les handicapés ou de celle des ascenseurs, les délais sont repoussés d'année en année. Les normalisations du bâtiment accroissent tellement les coûts que de nombreux projets ne se construisent plus. Dans ce secteur comme dans d'autres (restauration) les normes trop exigeantes tuent l'offre et l'emploi. Dans ce domaine aussi l'innovation frugale s'impose.

EVOLUTION DE LA SOCIETE

En s'adaptant, la société devrait créer plus de lien, ceci devrait l'aider à surmonter la difficulté.

Petits boulots, covoiturage et autres « économie de partage », coups de main, bénévolat, bricolage, relocalisation des échanges sont autant d'occasions de nouer des liens (par opposition à l'échange purement commercial qui « libère » de la relation à l'autre). C'est une des potentialités positives d'une société moins obnubilée par la croissance et l'argent. Le développement des pratiques collaboratives préexistait d'ailleurs à la croissance zéro. Cette évolution était comme un pressentiment.

L'économie collaborative n'est pas une nouvelle économie mais une nouvelle attitude.

De nouvelles formes d'échanges émergent dans les pays développés. Plusieurs désignations recouvrent ces phénomènes : économie sociale et solidaire, collaborative, circulaire, du partage... Après Blablacar ou Airbnb, on découvre tous les jours de nouvelles applications surprenantes et pleines d'imagination concrète.

Sur le plan strictement économique, leur mode de fonctionnement n'est pas nouveau et reste bien conforme à l'approche utilitariste. Il y a optimisation de la satisfaction individuelle et du capital à court terme et en anticipations. Acheteurs et vendeurs sont toujours, voire encore plus, rationnels.

Le développement de ce nouveau tissu économique s'explique en grande partie par la baisse des pouvoirs d'achat liée au ralentissement de la croissance, voire par le sous-emploi et la pauvreté ; pour la plupart ces nouveaux services ont vu le jour grâce au numérique et à Internet.

Mais les acteurs de cette nouvelle économie sont souvent motivés par des sentiments ou des convictions qui s'éloignent de la simple maximisation de l'utilité. Les prêts d'équipements électroménagers favorisent les rencontres et les relations sociales. La récupération, la suppression du gaspillage, la réparabilité des objets, le choix de produits de consommation « bio » répondent aux exigences du comportement écologique. Le partage correspond certes à une recherche du low cost, mais aussi à une motivation altruiste.

Si l'adhésion à de nouveaux modes de production, de distribution et de consommation devait se confirmer dans la population, les politiques pourraient s'en servir pour faire passer plus facilement des réformes de fond, notamment en matière de protection de l'environnement.

L'économie collaborative est une promesse. Les monopoles de l'économie collaborative sont une menace.

La menace commence à être clairement identifiée. L'économie numérique favorise l'émergence d'acteurs dominants qui raflent la mise et deviennent des monopoles de fait (facebook, google, airbnb, blablacar, etc.). Les grands acteurs traditionnels (banques, assureurs, fournisseurs d'énergie, etc.) essayent d'en faire autant en s'appropriant tous les « datas » possibles sur leurs clients. Les effets bien connus des monopoles sont clairement à l'œuvre : constitution de rentes, appropriation des données et de la propriété intellectuelle et étouffement des innovations non contrôlées par les monopoles. Les pouvoirs publics, qui aiment bien négocier avec de gros interlocuteurs bien identifiés, contrôlant des millions d'utilisateurs, ne luttent pas suffisamment contre ces phénomènes. En période de croissance ralentie la promotion de la concurrence est plus indispensable que jamais. Défendre l'espace de l'innovation sociale et de l'innovation venant des nouvelles entreprises est capital.

Le groupe de travail a convenu d'approfondir sa connaissance des blockchains, technologie qui semble pouvoir libérer une partie des échanges du passage imposé par un grand opérateur et, plus généralement, il estime nécessaire de prolonger les échanges sur l'économie collaborative.

Moins de PIB ou d'activité économique recensée ne signifie pas forcément moins de bien-être, personnel ou social. On peut vivre mieux avec moins.

Trois pistes pour illustrer cette affirmation :

1- Le big-data est déjà une réalité, qui va prendre une importance incroyable dans les années à venir avec des dizaines de milliards d'objets connectés qui interagiront et nous informeront en permanence sur tout ce qui arrive ou peut nous arriver. Il réduira les coûts de la sécurité (plus de problème d'éclisses pour la SNCF !) en l'améliorant drastiquement. Il réduira les coûts de la santé en personnalisant la prévention, l'observance et les soins à l'extrême. Il réduira les coûts du chauffage, des transports, de la maintenance, des chaînes de production, par une extrême rationalisation des usages. Certes cela aura un prix, en plus du coût des investissements sur lequel il faudra veiller : affaiblissement de la notion de liberté individuelle, risque de manipulation par les gros opérateurs, qui imposeront leurs solutions clés en main par exemple. Mais, géré

intelligemment et avec de solides garde-fous, il pourra nous permettre de vivre mieux en dépensant moins.

2- Une étude Gallup sur 9 pays montre qu'une petite minorité de salariés seulement (11%) est fortement engagée dans son activité professionnelle. Les autres sont peu ou pas motivés, au point, pour 28 % d'entre eux, de lutter dès qu'ils le peuvent contre l'intérêt de leur entreprise. L'organisation traditionnelle de l'entreprise, hiérarchique, infantilisante, obsédée par le reporting budgétaire et la sécurité, est lourde, coûteuse, démotivante. Lorsque de jeunes développeurs de SSII traditionnelles sont mis dans un environnement de start-up, ils sont capables de faire des développements beaucoup plus rapidement et à bien moindres coûts que dans leur ancien environnement, ce qui se traduit par des gains de productivité. Ils vivent mieux et produisent plus avec les mêmes moyens.

3- Une façon de redonner du pouvoir aux salariés tout en « réenchantant » la relation commerciale est de donner une valeur émotionnelle à des process fonctionnels. Ce peut être tout simple. Par exemple, chez Nespresso, prévoir 5 secondes de plus que la norme précédente avant de passer au client suivant, même en cas de longue file d'attente. C'est le temps d'un sourire, d'une attention personnelle. (cf. les travaux de l'association Esprit de service France). Ce type de réflexion ne doit pas être réservé à la distribution sélective de produits à forte marge.

Même si une stagnation séculaire se traduit par des revenus constants, voir déclinants, pour certains il est donc possible d'avoir une meilleure estime de soi comme salarié et comme consommateur et des relations aux autres plus harmonieuses et plus agréables. C'est une bonne nouvelle pour le « Bonheur national brut ».

L'arrêt de la croissance rend les inégalités plus inacceptables.

La captation de la richesse par une minorité tandis que le pouvoir d'achat du plus grand nombre stagne est potentiellement explosive (voir les effets de rente évoqués plus haut). C'est une première inégalité. Se pose à nouveau aux économistes la question que se posait Ford : comment faire pour que [les] ouvriers puissent acheter une des voitures qu'ils produisaient (voir plus loin les interrogations sur le revenu universel).

Se débrouiller dans cette nouvelle société sans croissance est relativement facile pour certains : ceux qui ont un peu de capital (quelque chose à louer), de connaissances et de qualifications. Pas pour les autres. C'est un deuxième clivage. Aider ceux qui ne disposent pas de ces ressources à se trouver une place est plus essentiel que jamais. Ce n'est pas seulement un problème d'argent.

Il faut responsabiliser les citoyens.

Les sociétés riches infantilisent des individus en leur promettant le zéro risque (principe de précaution) et le tiers payant généralisé. Une société plus frugale doit s'appuyer sur des citoyens conscients des coûts (de la santé par exemple) et des risques. Cela passe par une meilleure éducation du citoyen plutôt que par l'édiction de normes ou règlements.

LE TRAVAIL EN CROISSANCE RALENTIE

Une économie stationnaire devrait théoriquement détruire moins d'emplois.

Le progrès technique, générateur de gains de productivité, est le principal moteur de la croissance et aussi des destructions d'emplois (qui, en situation de croissance ont vocation à être remplacés par de nouveaux emplois). Si la croissance ralentit parce que le progrès technique n'est plus générateur de gains de productivité, tendance qui se préciserait depuis une cinquantaine d'années (voir les travaux de l'économiste américain Robert Gordon), elle devrait finir par détruire moins d'emplois. L'économie stationnaire peut très bien être une économie en équilibre, où il n'y a pas d'écart entre l'offre et la demande d'emploi (chômage). Nous serions en train de vivre le passage difficile et douloureux d'un système à l'autre.

Mais c'est peut-être une mutation totale de nos rapports au travail qu'il faut affronter.

Cette affirmation est de Michel Aglietta (interrogé par un membre du Club des Vigilants dans le cadre d'une conférence de l'AJEF). Il est d'ailleurs communément admis par les économistes que l'économie française est incapable de résorber son chômage en dessous de 2% de croissance. Mutation totale veut sans doute dire que le travail perdrait le rôle central qu'il avait pour définir le projet de vie et la place des individus dans la société. Mutation totale veut probablement dire qu'il faudrait distribuer des revenus qui ne seraient pas liés à un travail, encore plus qu'on ne le fait aujourd'hui. Les aides de type RSA, fins de droit, etc., sont déjà considérables. Faut-il passer à l'allocation ou revenu minimum garanti à tout citoyen, qu'il travaille ou pas (avec tous les effets que l'on peut anticiper ou craindre sur la motivation) ? On l'a fait pour la couverture maladie. C'est la CMU. Ce revenu minimum universel fait déjà partie des revendications politiques dans certains pays (mouvement cinq étoiles en Italie). Des expérimentations sont prévues ou en cours en Finlande et aux Pays-Bas. Le groupe a convenu de poursuivre ses travaux sur ce thème.

On constate déjà de nouveaux rapports au travail. Est-ce la fin du salariat ?

Les entreprises offrent de moins en moins de CDI, les temps partiels non désirés se multiplient, l'auto-entreprise devient la seule forme d'accès à l'emploi pour beaucoup. C'est le non salariat imposé. Il s'accompagne pour les auto-entrepreneurs et autres bidouilleurs à activités multiples d'un manque de protection contre le chômage.

Mais en même temps on voit se développer un refus du salariat chez une partie des travailleurs, jeunes notamment, qui privilégient volontairement CDD, missions d'intérim, etc., peut-être encouragés par une indemnisation du chômage encore généreuse. Ce serait une sorte d'extension du système des «intermittents du spectacle». C'est une forme de partage du travail. Elle est couteuse en indemnisation des périodes non travaillées.

Le développement du travail non salarié et des contrats courts pose, d'autre part, d'évidents problèmes de protection sociale (voir plus loin).

L'ÉTAT DOIT DEVENIR FRUGAL

La diminution des dépenses publiques, des déficits et des dettes devient encore plus indispensable et encore plus difficile quand la croissance s'évanouit.

La résorption des déséquilibres est difficile et le restera si la croissance reste très faible. En effet, la demande de dépense sociale va augmenter (RSA, APL, etc.) et la ressource fiscale est fuyante (parce que l'activité diminue, mais aussi parce que «l'économie de partage» est moins facile à taxer). Ce problème d'adaptation des finances publiques à l'absence de croissance est peut-être le plus difficile à résoudre. Il est indispensable de s'y attaquer si on ne veut pas que la dette devienne insupportable.

Les tentations d'augmentation des dépenses publiques pour relancer une croissance qui n'est pas là doivent donc être envisagées avec une particulière méfiance.

Certes, certains économistes critiquent, à juste titre, le rythme de l'ajustement et la mauvaise coordination à l'intérieur de l'Europe, qui a abouti à freiner tout en même temps. Certes, on peut se poser des problèmes structurels de distribution de revenus, évoqués plusieurs fois dans ce document. Certes, il faut préserver la capacité du pays à investir dans son avenir en restant très attentif à la sélection des investissements (innovation et formation plutôt que ronds-points et bâtiments administratifs). Mais il faut s'interdire – sauf en période de crise majeure comme en 2008- la vieille tentation de la « relance keynésienne ». Si la croissance potentielle est faible, comme on le pressent, une telle relance n'aboutit qu'à creuser des déficits sans générer la croissance qui permettrait de rembourser les dépenses publiques engagées. L'inefficacité de l'arrosage intensif en liquidités par les banques centrales est significative. Elle arrive tout au plus à éviter ou freiner la baisse des prix, à soutenir les marchés financiers et à financer les grosses opérations d'acquisition (constitution de l'empire Drahi par exemple).

Dans une économie frugale, l'investissement doit devenir frugal aussi

En croissance très faible, les capacités d'investissement des ménages, des entreprises et de l'Etat sont limitées, comme le sont les revenus et la capacité de consommation. Pourtant, il faut continuer à investir, ne serait-ce que pour adapter l'économie à la double transition économique et écologique.

Il faut donc :

- Regarder avec suspicion tous les grands programmes soutenus par divers lobbies pour faire tourner les entreprises. Il ne faut pas que les smart grids et autres villes intelligentes deviennent ce qu'est le développement des ronds-points routiers en France. Il faut développer les smart grids ou les programmes de villes intelligentes, mais en étant très regardant sur les technologies employées et leur coût. De même, il est indispensable d'isoler les bâtiments, mais il faudrait commencer par regarder comment abaisser le coût de cet investissement.
- Cesser d'annoncer avec fierté des milliards d'investissements et valoriser avec le même enthousiasme des investissements moins coûteux.

- Savoir renoncer à la technologie ou à la norme la plus pointue si elles sont également les plus coûteuses. Et privilégier les innovations « frugales ». Les particuliers qui ont contribué au succès – inattendu - de la Logan dans les pays riches ont déjà fait ce choix. Dans ce contexte, le numérique, utilisé à bon escient, peut être un levier capital d'abaissement du coût de l'investissement. Si le traitement des données du réseau permet de réduire de 60% les fuites d'eau en creusant quelques trous aux bons endroits il n'est peut-être pas nécessaire de dépenser énormément plus pour refaire le réseau à neuf. Mais le numérique lui-même peut devenir une source d'investissements coûteux, non maîtrisés, notamment dans la sphère publique (la paye du ministère des Armées, les déboires du système sociale des libéraux et indépendants – RSI -, le dossier médical personnalisé...).

L'Etat doit réguler sans entraver les nouvelles formes d'activité.

Locations de logements ou de voitures, formes nouvelles de restauration, circuits courts, bricolages, monnaies locales, vides greniers réels et virtuels... Facilitées par internet, souvent organisées par des entreprises de la nouvelle économie, de nouvelles formes d'échange adaptées à une économie de croissance faible foisonnent. Elles concurrencent en partie des activités existantes et échappent en partie à l'impôt (voir l'interminable crise autour d'UBER). Les premiers rapports sur la régulation de ces activités (rapport Terrasse) montrent surtout la difficulté du sujet : où passe la frontière entre professionnels et non professionnels ? Entre salariés et non salariés ? Faut-il recourir à des techniques de prélèvement à la source ?

L'Etat doit réguler, mais pas trop ni trop lourdement car ces nouveaux espaces de liberté économique sont indispensables. Il faut donc réguler plutôt moins que dans le reste de l'économie. Sur airbnb il y a sans doute des abus de semi-professionnels, mais il y a aussi beaucoup de ménages qui financent une partie de leurs vacances en louant leur logement quand ils n'y sont pas. Avec tous ses défauts, la création du statut d'auto-entrepreneur en France reste un modèle très positif de régulation qui n'entrave pas. Il faut rester dans cet esprit pour réguler l'économie collaborative.

Sans l'illusion qu'entretenaient croissance et inflation les diminutions de revenus et de pouvoir d'achat deviennent impossibles à masquer. Donc difficiles à faire passer politiquement.

Prenons l'exemple des retraites. Plusieurs mécanismes d'ajustement sont déjà à l'œuvre. Le recul de l'âge de départ est le plus visible. L'érosion du pouvoir d'achat des retraites l'était moins. Quand la croissance et l'inflation existent encore, les « victimes » des ajustements ne voient pas trop clairement que leur revenu ne progresse pas comme celui des autres. Mais à mesure que la croissance (et l'inflation) disparaît le camouflage est beaucoup plus difficile. On en est au gel des retraites. Bientôt il faudra afficher leur diminution.

PROTECTION SOCIALE - SOLIDARITE

Il faut maintenir un niveau de protection qui garantisse notre cohésion sociale.

Ce filet de sécurité, plus développé en Europe et en particulier en France que dans le reste du monde a un coût considérable : un tiers environ du PIB. Il a une tendance naturelle à augmenter d'environ 1 point de PIB par an. Un point qui n'est plus disponible en croissance zéro. On ne peut donc pas recommander le maintien d'une solidarité sociale importante sans réaffirmer en même temps la nécessité impérieuse d'une gestion plus économe. Pour prendre un exemple récent, le tiers payant généralisé est sans doute d'un autre temps. Non pas parce qu'il contrarie les médecins, mais surtout parce qu'il désresponsabilise le « consommateur » de santé.

Le salariat n'étant plus la norme, il faut généraliser le principe d'une protection sociale pour tous fondée sur la citoyenneté et non pas sur le travail (ce que fait déjà la CMU par exemple).

La subdivision de notre système social en multiples régimes et caisses est donc moins pertinente que jamais et sans doute génératrice de gaspillages.

Par souci d'économie et de lutte contre les inégalités il faut sans doute envisager une couverture plus limitée pour ceux qui ont le plus de moyens.

La société peut continuer à être solidaire et même le devenir plus tout en dépensant moins.

La solidarité va être plus indispensable que jamais. Cependant, son coût, qui pèse déjà très lourdement sur les finances publiques, risque de devenir insupportable. Des solutions existent pour faire autant, voire mieux, en dépensant moins. Des entreprises d'économie sociale comme le groupe SOS, dont les Vigilants ont auditionné le fondateur, proposent des alternatives intéressantes à la gestion en direct par l'Etat. Elles sont en particulier capables de s'adapter aux réalités changeantes du terrain et d'innover beaucoup plus rapidement que le secteur public. Le réseau associatif et bénévole est déjà une ressource considérable qui peut encore se développer.

Le groupe se propose de suivre avec attention les premières expériences de « contrat à impact social » qui semblent aller dans le sens d'une délégation de l'Etat et des collectivités locales (<http://www.economie.gouv.fr/contrat-impact-social>).

Les retraites seront plus difficiles à payer mais les ajustements ne sont pas impossibles.

La croissance zéro ne simplifie pas l'équation des retraites. S'il y a moins de travail et moins de rémunérations versées, il y aura moins de cotisations pour payer les retraites par répartition. En même temps on constate que notre système de retraites s'ajuste en permanence (voir l'accord AGIRC-ARRCO du 30 octobre 2015 que l'on disait impossible) par deux mécanismes essentiels : le recul de l'âge de la retraite et la stagnation, voire le recul, du pouvoir d'achat des retraités. Il s'agit, au fond, de répartir de manière juste et raisonnable le fardeau de l'ajustement à la croissance ralentie entre les générations.

Ces ajustements doivent continuer car en l'absence de croissance il serait particulièrement irresponsable de transférer aux générations futures les dettes créées aujourd'hui par les régimes de retraite (et plus généralement par les comptes sociaux). Remettre en cause le système de retraites par répartition ne ferait qu'accroître le sentiment d'insécurité dans une période d'ajustement difficile. Développer les retraites par capitalisation aurait des effets positifs, notamment sur le marché des capitaux national, mais accroîtrait encore les inégalités entre ceux qui peuvent épargner et ceux qui ne le peuvent pas.

Le principal problème à clarifier est celui des futurs droits à la retraite des non salariés et notamment de tous les auto-entrepreneurs, bricoleurs, pigistes et précaires. Une partie de la solution existe déjà en fait sous la forme d'un filet de sécurité : c'est la retraite minimale versée aujourd'hui après un âge compris entre 65 et 67 ans à ceux qui n'ont pas des carrières ouvrant droit à une retraite complète. Il faut qu'elle couvre tout le monde, comme l'assurance maladie et que son niveau soit suffisant. Mais il faut aussi lui trouver un financement...

CONCLUSION

Historiquement les croissances connues par nos économies ou d'autres pendant des périodes de reconstruction ou de rattrapage sont des parenthèses. Revenir à un rythme séculaire de croissance très modérée ne devrait pas être un drame. Surtout si on s'adapte à ce risque/cette opportunité en le regardant en face. Le volontarisme pro-croissance atteint d'évidentes limites. S'adapter à une réalité c'est faire preuve d'intelligence collective. Bien négociée, une période – peut-être transitoire- de croissance ralentie devrait être porteuse d'intéressantes innovations sociales et technologiques. Subie, elle serait porteuse de crises et d'affrontements.